Loi sur les Chemins de fer fédéraux (LCFF)

du 20 mars 1998 (État le 1^{er} mars 2025)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 87 de la Constitution^{1,2}
vu le message du Conseil fédéral du 13 novembre 1996³,
arrête:

Section⁴ 1 Dispositions générales

Art. 1 Objet

La présente loi règle la constitution, le but et l'organisation des Chemins de fer fédéraux (CFF).

Art. 2 Raison sociale, forme juridique et siège

¹ Une société anonyme de droit public sise à Berne, est constituée sous la raison sociale «Schweizerische Bundesbahnen SBB, Chemins de fer fédéraux CFF, Ferrovie federali svizzere FFS».

² Elle est inscrite au registre du commerce.

³ Les CFF sont une entreprise ferroviaire au sens de l'art. 2 de la loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer^{5,6}.

Art. 3 But et principes de gestion

¹ La tâche essentielle des CFF est d'offrir des prestations de transports publics, notamment dans le domaine de l'infrastructure, du trafic voyageurs régional ou à grande distance, et du trafic marchandises et les secteurs annexes.

RO 1998 2847

¹ RS 101

² Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011, en vigueur depuis le 1^{er} déc. 2011 (RO 2011 5031; FF 2010 2295).

³ FF 1997 I 853

⁴ Nouveau terme selon le ch. II 5 de la LF du 21 juin 2013 sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2016 (RO 2015 651; FF 2012 1371). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

⁵ RS 742.101

⁶ Introduit par le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2 (RO 2009 5597; FF 2005 2269, 2007 2517). Nouvelle teneur selon le ch. I 5 de la LF du 28 sept. 2018 sur l'organisation de l'infrastructure ferroviaire, en vigueur depuis le 1^{er} juil. 2020 (RO 2020 1889; FF 2016 8399).

² Les CFF peuvent accomplir tous les actes juridiques qui sont directement ou indirectement liés au but de l'entreprise, ou qui sont propres à le promouvoir. Ils peuvent notamment fonder des sociétés, prendre des participations ou coopérer d'une autre manière avec des tiers. Ils peuvent acquérir, gérer et aliéner des immeubles et des installations.

³ La gestion des CFF obéit aux principes de l'économie d'entreprise. Les CFF maintiennent l'infrastructure en bon état et l'adaptent aux exigences du trafic et aux progrès de la technique.

⁴ ...⁷

Art. 4 et 5⁸

Section 2 Capital-actions et actionnaires

Art. 6 Capital-actions

Le Conseil fédéral fixe le montant du capital-actions ainsi que l'espèce, la valeur nominale et le nombre des titres de participation.

Art. 7 Actionnaires

¹ La Confédération est actionnaire des CFF.

² Le Conseil fédéral peut aliéner des actions ou en offrir en souscription à des tiers.

³ La Confédération doit toujours détenir la majorité des voix et des actions.

⁷ Abrogé par le ch. II 5 de la LF du 21 juin 2013 sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, avec effet au 1^{er} janv. 2016 (RO **2015** 651; FF **2012** 1371).

⁸ Abrogés par le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2, avec effet au 1^{er} janv. 2010 (RO **2009** 5597; FF **2005** 2269, **2007** 2517).

Section 3 Objectifs stratégiques⁹

Art. 7a¹⁰

Art. 8¹¹

¹ Tous les quatre ans, le Conseil fédéral définit les objectifs stratégiques que la Confédération veut atteindre en tant que propriétaire des CFF.

² Le conseil d'administration des CFF veille à la réalisation des objectifs stratégiques. Il adresse au Conseil fédéral un rapport annuel l'informant sur la mise en œuvre des objectifs fixés et lui fournissant les informations nécessaires pour vérifier la réalisation de ces objectifs.

Section 4 Organes et responsabilité

Art. 9 Organes

Les organes des CFF sont l'assemblée générale, le conseil d'administration, la direction générale et l'organe de révision.

Art. 10 Assemblée générale

¹ Les attributions de l'assemblée générale sont régies par les dispositions du code des obligations¹² sur la société anonyme.

² Tant que la Confédération est l'unique actionnaire, le Conseil fédéral exerce les pouvoirs de l'assemblée générale.

³ L'assemblée générale est habilitée, dans le cadre de la présente loi, à modifier les premiers statuts des CFF adoptés par le Conseil fédéral.

Art. 11 Conseil d'administration

¹ Sauf disposition contraire de la présente loi, le conseil d'administration exerce les attributions inaliénables et intransmissibles définies à l'art. 716a, al. 1, du code des obligations¹³.

⁹ Nouvelle teneur selon le ch. II 5 de la LF du 21 juin 2013 sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2016 (RO 2015 651; FF 2012 1371).

¹⁰ Introduit par le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2 (RO 2009 5597; FF 2005 2269, 2007 2517). Abrogé par le ch. II 5 de la LF du 21 juin 2013 sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, avec effet au 1^{er} janv. 2016 (RO 2015 651; FF 2012 1371).

¹¹ Nouvelle teneur selon le ch. II 5 de la LF du 21 juin 2013 sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2016 (RO 2015 651; FF 2012 1371).

¹² RS 220

¹³ RS 220

² Les membres du conseil d'administration ne sont pas tenus d'être actionnaires.

³ Le personnel de l'entreprise doit être représenté de manière appropriée au sein du conseil d'administration.

Art. 12 Gestion de l'entreprise

¹ Le conseil d'administration édicte un règlement d'organisation, par lequel il délègue la gestion de l'entreprise à la direction générale. Le règlement d'organisation fixe les modalités de la gestion, détermine les postes nécessaires, en définit les attributions et règle l'obligation de faire rapport ainsi que la représentation des CFF.

² La direction générale peut déléguer le pouvoir de représentation à d'autres personnes.

Art. 13 Organe de révision

¹ L'assemblée générale nomme un organe de révision.

² Les tâches de l'organe de révision sont déterminées par les art. 728 ss du code des obligations¹⁴.

Art. 14 Responsabilité

La responsabilité des membres du conseil d'administration, de la direction générale des CFF et de l'organe de révision est régie par les art. 752 ss du code des obligations¹⁵.

Section 5 **Personnel**

Art. 15 Rapports de service

¹ Les dispositions relatives aux rapports de service du personnel fédéral s'appliquent également au personnel des CFF.

² Le Conseil fédéral peut autoriser les CFF à modifier ou à compléter les rapports de service dans des conventions collectives de travail.

³ La conclusion de contrats régis par le code des obligations¹⁶ est autorisée dans les cas où elle se justifie.

Art. 16 Prévoyance professionnelle

¹ Les CFF gèrent leur caisse de pensions.¹⁷

¹⁴ RS 220

¹⁵ RS 220

¹⁶ RS 220

¹⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011, en vigueur depuis le 1^{er} déc. 2011 (RO 2011 5031; FF 2010 2295).

² La caisse de pensions peut être gérée comme une unité organisationnelle des CFF, revêtir la forme juridique d'une fondation ou d'une coopérative ou être administrée comme un établissement de droit public. Moyennant l'approbation du Conseil fédéral, elle peut s'affilier à une autre caisse de pensions.¹⁸

³ La caisse de pensions des CFF est gérée selon le principe de l'établissement du bilan en caisse fermée.¹⁹

⁴ ...²⁰

Section 6 Comptabilité

Art. 17 à 19²¹

Art. 20²² Financement

¹ Les CFF peuvent obtenir des prêts remboursables soumis à intérêts auprès de la Trésorerie fédérale pour financer les investissements réalisés en dehors du domaine indemnisé du secteur de l'infrastructure, tant qu'ils respectent les exigences relatives à l'endettement net définies dans les objectifs stratégiques du Conseil fédéral.

² Si le montant du financement externe dont les CFF ont besoin pour réaliser ces investissements excède les exigences relatives à l'endettement net prévues à l'al. 1, il doit être couvert par des apports en capital de la Confédération. Le Conseil fédéral propose à l'Assemblée fédérale les apports en capital nécessaires dans le cadre du budget.

³ L'Administration fédérale des finances (AFF) conclut avec les CFF des conventions de droit public concernant les opérations visées aux al. 1 et 2, qui fixent notamment les charges et les conditions qui y sont liées.

⁴ Si les CFF ne sont pas en mesure de rembourser les prêts visés à l'al. 1 ou s'ils doivent assainir leur bilan, le Conseil fédéral peut proposer à l'Assemblée fédérale, dans le cadre du budget, de convertir les prêts en capital propre.

⁵ En accord avec l'AFF, les CFF peuvent utiliser d'autres modes de financement dans les cas où la solution proposée est plus avantageuse pour la Confédération et les CFF.

⁶ Afin d'assurer leur solvabilité, ils peuvent, outre les prêts visés à l'al. 1, contracter auprès de l'AFF ou, en accord avec l'AFF, auprès de tiers, des avances remboursables

¹⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011, en vigueur depuis le 1^{er} déc. 2011 (RO 2011 5031; FF 2010 2295).

¹⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011, en vigueur depuis le 1^{er} déc. 2011 (RO 2011 5031; FF 2010 2295).

²⁰ Abrogé par le ch. I de la LF du 18 mars 2011, avec effet au 1^{er} déc. 2011 (RO 2011 5031; FF 2010 2295).

²¹ Abrogés par le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2, avec effet au 1^{er} janv. 2010 (RO 2009 5597; FF 2005 2269, 2007 2517).

²² Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 27 sept. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2025 (RO 2025 104; FF 2023 2204).

d'un montant maximal d'un milliard de francs dont l'échéance fixe n'excède pas un an.

Art. 21 Dispense de l'obligation de s'assurer²³

1 ...²⁴

² Les CFF ne sont pas soumis aux dispositions cantonales et communales sur l'assurance obligatoire.

³ L'indemnité à verser en vertu de la loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques²⁵ est réservée.

Section 7 Droit applicable

Art. 22²⁶

¹ Sauf disposition contraire de la présente loi, les dispositions du code des obligations²⁷ sur les sociétés anonymes ainsi que la loi du 3 octobre 2003 sur la fusion²⁸, à l'exception de ses art. 99 à 101, sont applicables par analogie aux CFF.

² Sauf disposition contraire de la présente loi, la législation ferroviaire s'applique aussi aux CFF.

Section 8 Dispositions finales

Art. 23 Exécution

Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution.

Art. 24 Constitution des CFF

¹ L'établissement de la Confédération est repris par les CFF dès leur constitution en société anonyme de droit public.

² En vue de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mesures suivantes sont prises:

- a. le Conseil fédéral arrête le bilan d'ouverture des CFF;
- b. il désigne les immeubles et détermine les droits réels limités, ainsi que les obligations contractuelles qui sont transférées aux CFF ou aux sociétés qu'ils ont désignées et dans lesquelles ils détiennent la majorité;

²³ Nouvelle teneur selon le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2010 (RO **2009** 5597; FF **2005** 2269, **2007** 2517).

²⁴ Abrogé par le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2, avec effet au 1^{er} janv. 2010 (RO **2009** 5597; FF **2005** 2269, **2007** 2517).

²⁵ RS **721.80**

²⁶ Nouvelle teneur selon le ch. II 17 de la LF du 20 mars 2009 sur la réforme des chemins de fer 2, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2010 (RO **2009** 5597; FF **2005** 2269, **2007** 2517).

²⁷ RS **220**

²⁸ RS **221.301**

- c. il nomme le conseil d'administration et en désigne le président; il arrête en outre les premiers statuts, désigne l'organe de révision et approuve le budget;
- d. le conseil d'administration des CFF nomme les personnes chargées de la gestion et de la représentation de l'entreprise, dresse le budget en vue de son approbation et édicte le règlement d'organisation.

³ Dans un délai de quinze ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) peut mettre au point, par des décisions, les transferts visés à l'al. 2, let. b.²⁹

⁴ En leur qualité d'employeur, les CFF maintiennent les conditions d'engagement et les rapports de service actuels.

⁵ Les CFF sont exonérés de la taxe d'émission relative au capital-actions du bilan de fondation.

Art. 25 Personnalité juridique

Les CFF acquièrent la personnalité juridique par l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 26 Reprise de l'actif et du passif

¹ Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les CFF reprennent l'actif et le passif de l'établissement CFF, sous réserve de l'arrêté fédéral du 20 mars 1998 sur le refinancement des Chemins de fer fédéraux³⁰.

² Les mutations au registre foncier des droits de propriété immobilière et des autres droits réels transférés aux CFF ou aux sociétés qu'ils ont désignées et dans lesquelles ils détiennent la majorité sont effectuées conformément à l'annonce qui en est faite et sans qu'aucun impôt ni aucun émoulement ne soit perçu.

Art. 26a³¹ Disposition transitoire

La première convention sur les prestations conclue après l'entrée en vigueur de la modification du 17 décembre 2010 de la présente loi est limitée à deux ans.

Art. 26b³² Disposition transitoire de la modification du 27 septembre 2024

¹ Afin de réduire l'endettement net des CFF soumis à intérêts, la Confédération verse à ces derniers un apport en capital d'un montant de 850 millions de francs équivalant aux contributions de couverture versées dans le trafic grandes lignes durant les années 2020 à 2022.

²⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 27 sept. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2025 (RO 2025 104; FF 2023 2204).

³⁰ [RO 1998 2845; RO 2008 3437 ch.I 13]

³¹ Introduit par le ch. I de la LF du 17 déc. 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2011 (RO 2011 1389; FF 2010 4495).

³² Introduit par le ch. I de la LF du 27 sept. 2024, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2025 (RO 2025 104; FF 2023 2204).

² En accord avec le DETEC, le Département fédéral des finances conclut avec les CFF une convention de droit public qui fixe notamment les charges et les conditions relatives à l'apport en capital.

³ Les CFF sont exemptés de tout impôt fédéral, cantonal et communal sur cet apport.

Art. 27 Référendum et entrée en vigueur

¹ La présente loi est sujette au référendum facultatif.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur:³³ 1^{er} janvier 1999

Art. 16: 1^{er} décembre 1998

Disposition transitoire de la modification du 18 mars 2011³⁴

Refinancement d'une contribution à l'assainissement de la caisse de pensions des CFF

¹ La Confédération refinance les CFF à titre unique par un montant de 1148 millions de francs affecté à l'assainissement de leur caisse de pensions.

² En leur qualité d'employeur, les CFF versent à leur caisse de pensions, dans le cadre d'une stratégie d'assainissement, un montant de 1148 millions de francs auquel s'ajoutent d'importantes contributions d'assainissement au sens de l'art. 65d, al. 3, let. a, de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité³⁵.

³ Les CFF et la caisse de pensions des CFF renoncent à faire valoir d'éventuelles prétentions supplémentaires à l'égard de la Confédération, en sa qualité de fondatrice et garante des prestations de l'ancienne caisse de pensions et de secours des CFF. La caisse de pensions des CFF renonce également à faire valoir de telles prétentions à l'égard des CFF.

⁴ Le montant du refinancement par la Confédération est versé aux CFF lorsque les documents suivants sont à la disposition du Département fédéral des finances:

- a. une attestation de l'organe de contrôle de la caisse de pensions des CFF confirmant que, sur la base d'une stratégie d'assainissement, les CFF se sont engagés envers leur caisse de pensions à lui verser un montant unique de 1148 millions de francs;
- b. une attestation de l'expert en matière de prévoyance de la caisse de pensions des CFF confirmant que, sur la base de la stratégie d'assainissement, les autres mesures d'assainissement nécessaires, y compris d'importantes contributions d'assainissement des employeurs et des salariés, sont adoptées;

³³ ACF du 25 nov. 1998

³⁴ RO 2011 5031; FF 2010 2295

³⁵ RS 831.40

- c. les déclarations de renonciation des CFF et de la caisse de pensions des CFF visées à l'al. 3.

Abrogation et modification du droit en vigueur

1. La loi fédérale du 23 juin 1944 sur les Chemins de fer fédéraux³⁶

Abrogée

2. à 9.

...³⁷

³⁶ [RS 7 195; RO 1962 365; 1968 1265 ch. II al. 1; 1977 2249 ch. I 813; 1979 114 art. 69; 1982 1225; 1986 1974 art. 53 ch. 6; 1987 263; 1997 3017]

³⁷ Les mod. peuvent être consultées au RO 1998 2847.